



Dans le cadre de la préparation des prochaines élections dans le pays, le Premier ministre Laurent Lamothe a rencontré une nouvelle fois lundi les membres du collège transitoire du Conseil électoral permanent (CTCEP), et d'autres entités publiques et internationales autour du budget de démarrage du processus électoral, a constaté Haïti Press Network.

La rencontre a réuni entre autre 8 entités notamment, le ministère de la justice et de la sécurité, le ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales, le ministère des finances, le programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), la Minustah, et l'office National d'identification (ONI).

Selon le Premier ministre Laurent Lamothe, l'Etat étant le premier contributeur devra apporter une contribution de 600 millions de gourdes. La moitié de la somme a été déjà décaissée, afin de mettre le processus électoral en branle, a-t-il indiqué.

Le chef de la primature informe que les démarches vont continuer, en vue de chercher à encourager les autres bailleurs de fonds, afin qu'ils puissent eux aussi donner leur appui pour faciliter la réalisation des élections.

Laurent Lamothe rapporte qu'au cours de la rencontre, les deux partis ont mis sur pied un groupe de travail avec un représentant de chaque entité présente.

Le chef du gouvernement a rappelé que les élections sont « incontournables et prioritaires pour le gouvernement ».

Pour sa part, le président du CTCEP Emmanuel Menard a indiqué que la rencontre visait aussi à rechercher l'harmonisation entre les différentes entités, afin de mieux préparer et organiser les élections.

Il annonce un ensemble de rencontres au cours de la semaine, avec tous les secteurs vitaux

Écrit par WJL/HPN

Lundi, 24 Juin 2013 15:11

sur l'élaboration de la loi électorale.

M. Menard informe également la mise en place d'un ensemble d'innovation dans la loi électorale notamment le vote électronique, le vote de la diaspora, le vote anticipé pour vieillard et les personnes à mobilité réduites.

Il donne la garantie que la loi électorale ne sera pas l'apanage du CTCEP, mais plutôt le produit de tous les secteurs et acteurs du pays.